

Chantiers de construction. — Coordination de la sécurité. — Assouplissement de la législation.

Ces derniers temps, il a été beaucoup question du coordinateur de la sécurité. La situation est encore confuse. Un arrêté royal du 19 janvier 2005 modifiant l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles a été publié au *Moniteur belge* le 27 janvier 2005.

Contrairement aux informations antérieures, cette nouvelle réglementation ne supprime pas l'obligation de désigner un coordinateur de la sécurité. Toutefois, les professionnels de la construction, architectes et entrepreneurs, peuvent exercer eux-mêmes la fonction de coordinateur de la sécurité pour des chantiers de rénovation ou de construction dont la superficie est inférieure à 500 m² et qui n'impliquent pas de risque accru. Ce ne sera pas forcément le cas pour de nombreux autres chantiers de construction ou de rénovation qui, bien qu'inférieurs à 500 m², présentent des risques de chute d'une grande hauteur ou d'autres risques spécifiques. En simplifiant les conditions d'accès et d'exercice de la fonction de coordinateur pour les architectes et les entrepreneurs, la réglementation les incite à accepter cette mission complémentaire pour des petits chantiers de construction ou de rénovation qui ne présentent pas de risque accru.

Ils n'ont cependant pas l'obligation d'accepter cette tâche supplémentaire. Il peut donc toujours être fait appel à un coordinateur extérieur. L'acceptation par les professionnels de la responsabilité de la coordination dépend exclusivement de la manière dont ils considéreront la simplification de la réglementation.

1. Des contacts préalables ont-ils été pris avec les différents acteurs dans le cadre de l'élaboration de la modification de l'arrêté royal ? Si oui, avec qui ? L'ordre des architectes a-t-il été entendu ? Quelles furent ses remarques ?

2. En quoi consistent les changements pour les constructeurs, étant donné que la coordination de la sécurité doit être assurée tant pour le projet que pour l'exécution ?

3. Si l'architecte se charge de la coordination de la sécurité, celle-ci doit-elle être comprise dans les honoraires ?

4. Si l'architecte n'assure pas la coordination de la sécurité et que personne d'autre n'est désigné, qui en est alors responsable ? Le maître d'œuvre, l'architecte ou bien, lors de l'exécution, l'entrepreneur ?

Réponse : 1. Trois sessions consultatives se sont tenues consécutivement :

a) La première s'est tenue au cours de la semaine du 8 au 12 mars 2004. Elle avait pour objectif de consulter les divers acteurs sur le sujet de la note de politique qu'avait rédigée mon prédécesseur, Mme la secrétaire d'État Kathleen Van Brempt, pour le Conseil des ministres extraordinaire des 20 et 21 mars 2004 à Raversijde. À cette occasion, les acteurs suivants ont été consultés : le CNAC, trois associations qui défendent les intérêts des coordinateurs sécurité et santé, l'Ordre des architectes et deux associations qui défendent les intérêts des architectes, les représentants des organisations des employeurs et des entrepreneurs, les représentants des organisations des travailleurs et un représentant de l'organisation des consommateurs, pour les intérêts du maître d'ouvrage.

Bouwwerven. — Veiligheidscoördinatie. — Versoepeling van de wetgeving.

Er was de afgelopen tijd heel wat te doen rond de veiligheidscoördinator. Er bestaat nog steeds onduidelijkheid. In het *Belgisch Staatsblad* verscheen op donderdag 27 januari 2005 in een koninklijk besluit van 19 januari 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen.

In tegenstelling tot eerdere berichtgevingen heft deze nieuwe reglementering de verplichting niet op om veiligheidscoördinatoren aan te stellen. Wel mogen nu de bouwprofessionals, architecten en aannemers zelf de functie van veiligheidscoördinator uitoefenen voor renovatie- of bouwwerken met een oppervlakte kleiner dan 500 m² die geen verhoogd risico inhouden. Dit zal niet noodzakelijk het geval zijn voor vele andere bouw- of renovatiewerken die, hoewel zij ook onder de grens van 500 m² blijven, risico's voor het vallen van grote hoogte of andere specifieke risico's vertonen. Door de toegangs- en uitoefeningsvoorwaarden van de coördinator te vereenvoudigen voor de architecten en aannemers, spoort de reglementering hen aan om deze bijkomende opdracht te aanvaarden voor kleine renovatie- of bouwwerken die geen verhoogd risico inhouden.

Zij zijn echter niet verplicht om deze extra taak op zich te nemen. Een beroep op een externe coördinator is dus nog steeds mogelijk. Of de professionals de verantwoordelijkheid voor de coördinatie zullen opnemen, hangt uitsluitend af van de manier waarop zij de vereenvoudigingen in de reglementering zullen bekijken.

1. Werd in het kader van de opmaak van de wijziging van het koninklijk besluit vooraf contact opgenomen met de verschillende actoren ? Zo ja, met wie ? Werd de orde van architecten gehoord ? Wat waren hun opmerkingen ?

2. Wat verandert er voor de bouwers, want de veiligheidscoördinatie dient nog zowel bij het ontwerp als de uitvoering te gebeuren ?

3. Indien de architect de veiligheidscoördinatie uitvoert, moet dit dan in het ereloon begrepen zijn ?

4. Indien de architect de veiligheidscoördinatie niet uitvoert en niemand anders wordt aangesteld, wie is dan hiervoor verantwoordelijk ? De bouwheer, architect of bij uitvoering de aannemer ?

Antwoord : 1. Er zijn drie opeenvolgende raadplegingsessies gehouden :

a) De eerste is gehouden tijdens de week van 8 tot 12 maart 2004. Zij had tot doel de diverse actoren te raadplegen over het ontwerp van beleidsnota die mijn voorgangster, staatssecretaris Kathleen Van Brempt, ten behoeve van de bijzondere Ministerraad van 20 en 21 maart 2004 te Raversijde, had opgesteld. Bij die gelegenheid werden de volgende actoren geraadpleegd : het NAVB, drie verenigingen die de belangen van de veiligheids- en gezondheidscoördinatoren behartigen, de Orde der architecten en twee verenigingen die de belangen van de architecten behartigen, de vertegenwoordigers van de werkgevers- en aannemersorganisaties, de vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties en een vertegenwoordiger van de consumentenorganisatie, begaan met de belangen van de bouwver.

b) La deuxième consultation a eu lieu les 24 et 30 septembre 2004. Son but était de vérifier si le texte du projet qui modifierait l'arrêté royal du 25 janvier 2001 relatif aux chantiers temporaires ou mobiles était conforme à la note de politique à ce sujet, approuvée par le Conseil des ministres précité. Tous les acteurs déjà cités y ont été invités.

c) La troisième consultation était celle qui était prévue par la procédure dans le cadre de l'élaboration des arrêtés d'exécution de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. Cela concerne l'obligation pour le Ministre de l'Emploi de demander, pour tout arrêté d'exécution, l'avis du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail.

Outre les représentants des organisations des employeurs et des travailleurs, des experts techniques et scientifiques siègent également à ce conseil.

Les architectes ne font statutairement pas partie de ces deux groupes d'experts. Le conseil a formulé son avis le 26 novembre 2004.

Les architectes ont également été consultés indirectement, via l'avis que j'ai reçu le 17 décembre 2004 de mon collègue, le ministre des Classes moyennes. Je devais demander cet avis en application de l'article 19, § 2 de la loi relative au bien-être, pour les mesures d'exécution qui concernent la profession et les responsabilités de l'architecte.

En plus de ces consultations qui ont été organisées par mon prédécesseur ou par moi-même, les architectes ont communiqué, de leur propre initiative, leurs avis, entre autres, via la Plateforme des architectes. Ils concernaient principalement les aspects suivants :

— le côté inacceptable de l'intégration obligatoire d'une formation limitée dans la formation de base des architectes;

— le caractère inadapté de la superficie totale d'un ouvrage (500 m²) comme critère pour l'application ou non d'un assouplissement dans la coordination;

— la disparité entre les exigences imposées aux architectes et aux entrepreneurs pour pouvoir exercer la fonction de coordinateur pour les ouvrages d'une superficie totale inférieure à 500 m².

2. Concrètement, un cadre réglementaire a été créé pour les maîtres d'ouvrage qui permet un assouplissement des obligations lors de la coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles. Ce cadre concerne principalement les ouvrages d'une superficie totale inférieure à 500 m². Les mesures prévues pour ces ouvrages doivent promouvoir l'intégration de la gestion des risques et la coordination dans les tâches, à court terme, des entrepreneurs et à long terme, des architectes. Presque immédiatement, les mesures concernées simplifient le plan de sécurité et de santé et le dossier de postintervention et elles suppriment l'utilisation obligatoire du journal de coordination.

3. L'arrêté royal du 25 janvier 2001 ne prévoit, après sa modification par l'arrêté royal du 19 janvier 2005, pas de dispositions concernant plus particulièrement le lieu des honoraires dans la convention désignant le coordinateur.

À l'égard de la réglementation relative au bien-être, il est donc loisible à l'architecte, qui exerce également la fonction de coordinateur, d'intégrer les honoraires pour cette dernière prestation dans ses honoraires totaux ou d'appliquer une autre formule.

4. Avant toute chose, il convient de faire une différence entre les ouvrages d'une superficie totale égale ou supérieure à 500 m² et les autres.

L'obligation de désigner le coordinateur-projet et le coordinateur-réalisation repose toujours, pour la première catégorie citée, sur le maître d'ouvrage. Pour les ouvrages d'une superficie totale inférieure à 500 m², le coordinateur-projet doit être désigné par le maître d'ouvrage chargé du projet et le coordinateur-réalisation par le maître d'ouvrage chargé du contrôle de l'exécution. À défaut du

b) De tweede raadpleging gebeurde op 24 en 30 september 2004. Zij had tot doel na te gaan of de ontwerptekst die het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen zou wijzigen, overeenstemde met de beleidsnota terzake, goedgekeurd door de voormelde Ministerraad. Alle reeds opgesomde actoren werden hiervoor uitgenodigd.

c) De derde raadplegingsronde was deze die procedureel voorzien is in het kader van de totstandkoming van de uitvoeringsbesluiten van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. Het betreft de verplichting voor de minister van Werk om voor elk uitvoeringsbesluit van deze wet het advies van de Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk te vragen.

In deze raad zetelen benevens de vertegenwoordigers van werkgevers- en werknemersorganisaties, ook technische en wetenschappelijke deskundigen.

De architecten behoren statutair niet tot deze laatste twee groepen deskundigen. De raad formuleerde zijn advies op 26 november 2004.

De architecten zijn ook onrechtstreeks geraadpleegd, via het advies dat ik op 17 december 2004 van mijn collega, de minister van Middenstand ontving. Dit advies moest ik vragen in toepassing van artikel 19, § 2 van de welzijnswet, voor de uitvoeringsmaatregelen die betrekking hebben op het beroep en de verantwoordelijkheden van de architect.

Benevens deze raadplegingen die georganiseerd werden door mijn voorganger of mezelf, hebben architecten, onder andere via een Architectenplatform hun standpunten op eigen initiatief meegedeeld. Deze hadden inzonderheid betrekking op meerdere aspecten, waarvan ik de voornaamste citeer :

— het onaanvaardbare van het verplicht integreren van een beperkte opleiding in de basisopleiding van architect;

— het niet-gepaste karakter van de totale oppervlakte van een bouwwerk (500 m²) als criterium voor het al dan niet toepassen van de versoepeling in de coördinatie;

— de discrepantie tussen de eisen gesteld aan de architecten en de aannemers om de functie van coördinator te mogen uitoefenen voor de bouwwerken met een totale oppervlakte kleiner dan 500 m².

2. Concreet is er voor de bouwers een reglementair kader geschapen dat een versoepeling van de verplichtingen bij de coördinatie op de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen toelaat. Dit kader betreft hoofdzakelijk de bouwwerken met een totale oppervlakte kleiner dan 500 m². De voor deze bouwwerken voorziene maatregelen moeten de integratie van de risicobehandeling en de coördinatie bevorderen in de taken van, op kortere termijn, de aannemers, en op langere termijn, de architecten. Vrij onmiddellijk vereenvoudigen de getroffen maatregelen het veiligheids- en gezondheidsplan en het postinterventiedossier en schaffen ze het verplichte gebruik van het coördinatiedagboek af.

3. Het koninklijk besluit van 25 januari 2001, voorziet, na zijn wijziging bij koninklijk besluit van 19 januari 2005, geen bepalingen meer betreffende de plaats van het ereloon in de aanstellingsovereenkomst van de coördinator.

Ten aanzien van de weizijnsregelgeving staat het de architect, die ook de functie van coördinator uitoefent, derhalve vrij om het ereloon voor deze laatste prestatie in zijn totale ereloon te verwerken dan wel om een andere formule toe te passen.

4. Er dient eerst en vooral een onderscheid gemaakt te worden tussen de bouwwerken met een totale oppervlakte gelijk aan of groter dan 500 m² en de andere.

De verplichting voor het aanstellen van de coördinator-ontwerp en de coördinatorverwezenlijking rust voor de eerstgenoemde categorie steeds op de opdrachtgever. Voor de bouwwerken met een totale oppervlakte kleiner dan 500 m², moet de coördinator-ontwerp worden aangesteld door de bouwdirectie belast met het ontwerp en de coördinator-verwezenlijking door de bouwdirectie

dernier maître d'ouvrage cité, le coordinateur-réalisation est désigné par le maître d'ouvrage chargé de l'exécution, conformément aux règles fixées dans l'article 4*decies*, § 2 de l'arrêté royal.

Par conséquent, il faut examiner au cas par cas qui répond à la définition des différents maîtres d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 3, § 1^{er}, de la loi sur le bien-être.

Par exemple, concrètement, pour la maison construite pour le compte d'un particulier, l'architecte est responsable de la désignation tant du coordinateur-projet que du coordinateur-réalisation.

De plus, la réglementation prévoit que l'architecte ne peut entamer l'élaboration du projet tant que le coordinateur-projet n'est pas désigné.

La même interdiction vaut pour un entrepreneur, qui ne peut commencer ses travaux, tant que le coordinateur-réalisation n'est pas désigné.

belast met de controle op de uitvoering. Bij ontstentenis van laatstgenoemde bouwdirectie, wordt de coördinator-verwezenlijking aangesteld door de bouwdirectie belast met de uitvoering, overeenkomstig de regelen vastgesteld in het artikel 4*decies*, § 2, van het koninklijk besluit.

Geval per geval moet derhalve onderzocht worden wie aan de definitie van de onderscheiden bouwdirecties beantwoordt, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, § 1, van de welzijnswet.

Bijvoorbeeld is concreet, voor de woning opgetrokken voor rekening van een particulier, de architect verantwoordelijk voor het aanstellen van zowel de coördinator-ontwerp als de coördinator-verwezenlijking.

Bovendien voorziet de regelgeving dat de architect de uitwerking van het ontwerp niet mag aanvatten zolang de coördinator-ontwerp niet is aangesteld.

Eenzelfde verbod geldt voor een aannemer, die zijn werkzaamheden niet mag starten, zolang de coördinator-verwezenlijking niet is aangesteld.